

Montréal, le 12 avril 2018

Objet: Lettre ouverte demandant au gouvernement fédéral de retirer son appui au projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain de Kinder Morgan

Monsieur le Premier Ministre du Canada Justin Trudeau,  
Monsieur le Ministre des Ressources naturelles Jim Carr,  
Madame la Ministre de l'Environnement et des changements climatiques Catherine McKenna,

Nous vous écrivons aujourd'hui au nom de 38 groupes citoyens et organismes québécois de défense de l'environnement, de protection de l'eau, de lutte aux changements climatiques, de défense des droits des travailleurs et travailleuses, des droits sociaux et de solidarité envers les droits des peuples autochtones.

La plate-forme du Parti libéral du Canada qui a mené à l'élection de votre gouvernement disait textuellement : « Si ce sont les gouvernements qui délivrent des permis aux projets de développement des ressources, seules les communautés peuvent donner leur permission. ». Considérant l'ampleur de l'opposition venant de nombreux scientifiques, de municipalités locales, de députés fédéraux, de citoyennes et citoyens de la province de la Colombie-Britannique et de son gouvernement provincial, ainsi que des Premières Nations sur le tracé du projet et au-delà, nous jugeons que votre gouvernement ne peut continuer à appuyer le projet Trans Mountain de Kinder Morgan sans trahir cet engagement et bafouer du même coup vos promesses fondamentales en matière de protection du climat, de l'eau et de respect des droits des Premières Nations.

Vu l'impasse actuelle du projet Trans Mountain, nous vous exhortons à cesser d'appuyer immédiatement l'oléoduc de Kinder Morgan. Ne faites pas de cet oléoduc votre héritage politique.

Au cours des dernières années, la majorité de la population du Québec a démontré son opposition au projet d'oléoduc Énergie Est. Pour les mêmes raisons, elle est solidaire de l'opposition au projet Trans Mountain de Kinder Morgan et prend acte de votre appui continu à ce dernier. Nous vous rappelons que le 11 avril marque le troisième anniversaire de la marche historique à Québec de 25 000 personnes mobilisées pour le climat et contre les sables bitumineux.

À l'époque, nous dénoncions le manque de crédibilité de l'Office national de l'énergie, beaucoup trop proche de l'industrie et dont les règles avaient été trop largement assouplies sous le gouvernement de Stephen Harper.

À l'instar de nos collègues des autres régions du Canada, nous demandons donc que le projet de Kinder Morgan soit stoppé et soit réévalué lorsqu'une réforme profonde des règles d'évaluations environnementales sera achevée. En ce sens, nous pensons que le feu vert n'aurait jamais dû être accordé en 2016 par votre cabinet.

À l'heure où la filière des hydrocarbures est en perte de vitesse dans le monde et où les institutions qui désinvestissent du secteur pétrolier se multiplient, il nous apparaît absolument injustifiable que le gouvernement fédéral du Canada puisse penser investir des fonds publics pour aider à financer l'oléoduc de Kinder Morgan alors que l'entreprise questionne la viabilité même de son projet.

Nous rappelons notamment à votre gouvernement son engagement à retirer toutes subventions aux énergies fossiles. Cet engagement doit être reflété non seulement dans les décisions d'investissements du gouvernement mais aussi dans la réforme environnementale actuelle C-69, qui pour l'instant ouvre la porte à des exemptions pour les entreprises polluantes de l'industrie pétrolière en Alberta. Il est impératif de retirer toute possibilité d'exemption dans ces nouvelles règles environnementales.

En soutenant un secteur économique du 20e siècle, le gouvernement Trudeau ne prend pas ses responsabilités. L'intérêt national du Canada ne se trouve pas dans la construction de l'oléoduc Kinder Morgan, mais bien dans la transition énergétique inexorable et urgente qui est requise pour la lutte aux changements climatiques.

Il est impossible de développer la production des sables bitumineux tout en respectant les engagements de l'Accord de Paris pour limiter le réchauffement à 1,5 °C ou même à 2 °C. Des rapports démontrent que [toute nouvelle infrastructure d'oléoduc est incompatible](#) avec cet objectif. Nous savons déjà que les cibles de réduction des GES actuelles du Canada ne seront pas atteintes avec les mesures en place, et l'industrie des sables bitumineux en est en grande partie responsable. Autour du globe, le développement des énergies renouvelables est en essor et le Canada pourrait en être un chef de file, tout en soutenant un ambitieux et rapide plan de transition en Alberta.

Votre appui à l'oléoduc de Kinder Morgan ternit déjà la réputation du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Plus de 21 000 messages ont été envoyés à des ambassades canadiennes à travers le monde vous demandant de cesser d'appuyer Kinder Morgan. L'appui que vous continuez d'accorder au projet d'oléoduc met définitivement en doute votre crédibilité en tant que leader de la lutte aux changements climatiques.

Sachez que la population du Québec attache beaucoup d'importance au respect des compétences provinciales et municipales en matière d'environnement. Permettre à la compagnie Kinder Morgan d'aller de l'avant en outrepassant les règlements municipaux et la juridiction provinciale de la Colombie-Britannique sur son territoire est inacceptable.

Il en est de même pour le respect des droits des Premières Nations. Sachant que votre gouvernement s'est engagé à la réconciliation avec les peuples autochtones au Canada, le consentement libre, préalable et éclairé des communautés, entériné dans la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones que votre gouvernement a ratifié, ne peut être compromis dans ce dossier.

En 2015, bon nombre de Québécoises et Québécois ont voté pour un changement de gouvernement fédéral sur la base de promesses en matière de climat et d'environnement. Aujourd'hui, ils peinent à voir la cohérence entre la réalisation de ces promesses et le soutien de votre gouvernement à Kinder Morgan. Nous vous le répétons : ne faites pas de cet oléoduc votre héritage politique.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre du Canada, Monsieur le Ministre des Ressources naturelles, Madame la Ministre de l'Environnement et des changements climatiques, l'expression de nos sentiments respectueux.

Signataires:

Action Environnement Basses Laurentides (AEBL)  
Alerte Pétrole Rive-sud  
Alternatives  
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)  
Centre d'Accompagnement pour un Développement Économique Territorial (CADET)  
Coalition citoyenne Beauce-Etchemin  
Coalition Vigilance Oléoducs (CoVO)  
Comité des Citoyens et Citoyennes pour la Protection de l'Environnement Maskoutain (CCCPEM)  
Comité gaz de schiste Verchères  
Comité Vigilance Hydrocarbures Brandon  
Comité Vigilance Hydrocarbures des municipalités de la MRC de Maskinongé (Québec)  
Comité Vigilance Hydrocarbures Les Îles  
Comité Vigilance Hydrocarbures L'Assomption  
Comité Vigilance Hydrocarbures Montréal  
Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)  
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain  
Eau Secours  
Environnement Vert Plus (Gaspésie)  
Équiterre  
Fondation Coule pas chez nous  
Fondation Rivières  
GRAMME - Groupe de recherche appliquée en macroécologie  
Greenpeace Canada  
L'Assomption en transition  
Leap Montreal  
MEAC (Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville)  
Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux  
Nature Québec  
Projet de la réalité climatique Canada  
Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ)  
Solidarité NABRO  
SOS Territoire  
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)  
Transition Capitale Nationale  
Union paysanne  
Vigilance Hydrocarbure Mont-St-Hilaire  
Vigilance Hydrocarbure Saint-Marc sur Richelieu  
350.org